



Un nouveau Président revient sur un certain nombre de mesures prises sous la responsabilité de son prédécesseur, mais pas sur toutes, pour des raisons diverses : certaines s'avèrent, à l'usage, opportunes, d'autres restent contestables mais le calendrier prévoit d'autres priorités, certaines enfin s'avèrent difficiles à changer car elles ont produit des effets qui rendraient le retour à la situation initiale créateur d'au moins autant de problèmes qu'il en réglerait.

**Pierre Moscovici**, directeur de campagne de **François Hollande** annonce dans le Monde du 28 février quelques intentions du candidat pour le cas où les électeurs lui feraient confiance, et déclare à propos de Pôle emploi "Cette réforme voulait aller dans le sens d'une personnalisation du traitement des demandeurs d'emploi. Mais elle s'est surtout accompagnée d'une baisse des moyens. Le renforcement de Pôle emploi constituera donc l'une de nos priorités, comme l'éducation nationale, la justice et la police."

**Pôle emploi ne serait pas supprimé** : nous sommes dans la dernière catégorie, celle où le retour à la situation antérieure serait source de très nombreuses perturbations. On imagine bien la période d'instabilité nouvelle que vivrait l'organisation de l'assurance chômage et de l'accompagnement des chômeurs s'il fallait organiser la "

### **défusion**

" dans un contexte qui risque fort d'être marqué, pendant encore un temps difficilement prévisible par un haut niveau de chômage, et donc une forte activité d'indemnisation et de suivi.

Si une telle décision est prise, car Pôle emploi a besoin de **stabilité**, et non d'une nouvelle phase de déstabilisation, ce qu'on peut tout à fait comprendre, elle doit être accompagnée de plusieurs orientations qui ne peuvent pas se limiter à un

### **accroissement des effectifs**

pour faire face à l'accroissement des "clients", même si celui-ci est indispensable, et doit intégrer une volonté de ne pas faire de la

### **précarité**

le mode privilégié de gestion de la force de travail complémentaire.

Il faut, comme préalable, que cesse **l'interventionnisme brouillon de l'Etat**, qui a vu **Laurent Wauquiez**

(voir

[Une grève utile, une direction qui doit évoluer, un Secrétaire d'Etat incendiaire !](#)

et

[Souffler le chaud et le froid à Pôle emploi](#)

) et

**Xavier Bertrand**

(voir

[De l'art d'affaiblir un dirigeant](#)

) tenter de se comporter comme des super Directeurs Généraux de Pôle emploi, et même le Président de la République (voir

[Poster polynésien et orchidée](#)

) se mêler de certains aspects du fonctionnement. Il faut, symétriquement renforcer le poids du

**Conseil d'administration**

, avoir un vrai

**Président,**

dont la légitimité repose sur un consensus réel et non sur le seul choix du Gouvernement

,  
à côté d'un vrai Directeur général, mais aussi des administrateurs plus investis et plus responsables (et sans doute plus diversifiés, et donc un peu plus nombreux)

Il faut aussi que le **dialogue social** retrouve du sens, que cesse la pratique de jouer des ambiguïtés juridiques pour limiter la consultation des institutions représentatives au nom des prérogatives de puissance publique, art dans lequel

**Christi**

**an Charpy**

a montré un talent certain, mais dont l'habileté à, en bout de compte, assez fortement affaibli l'institution qu'il dirigeait. Les salariés de cette institution qui sont, dans leur très grande majorité, motivés par leur travail doivent être écoutés, respectés alors qu'ils sont devenus, de plus en plus, des exécutants, stackhanovistes du "reporting", au service d'une hiérarchie hypertrophiée bien peu fonctionnelle. Une forme d'"

**Etats généraux**

" des salariés devra être rapidement organisée.

Il faut dans le même temps, car l'un ne va pas sans l'autre permettre une réelle **expression des usagers**

de Pôle emploi, ne prenant pas la forme d'une consultation biaisée pour tenter de démontrer à tout prix leur satisfaction majoritaire, utiliser cette expression comme moteur d'un certain nombre de changements plutôt que de tout faire pour qu'elle soit niée, et veiller à ce qu'elle soit exprimée et entendue à tous les niveaux de l'Agence locale au Conseil d'Administration, en passant par des structures régionales qui ne pourront demeurer les caricatures d'instances de concertation qu'elles sont devenues.

Écrit par Administrator

Lundi, 27 Février 2012 20:41 - Mis à jour Lundi, 27 Février 2012 21:22

---

Enfin, il faudra que cette stabilisation soit réelle et durable et ne cache pas une nouvelle réorganisation/déstabilisation de l'architecture de l'ensemble. On peut penser que l'idée fumeuse **d'Alain Joyandet** d'un GIP national regroupent 10 000 agents de Pôle emploi, chiffrage arithmétique de la proportion de salariés suivant le public jeune inscrit à Pôle emploi et les 11 000 salariés des Missions locales restera dans les profondeurs du tiroir où il a été rangé dès le lendemain de son dépôt (voir [Rapport Joyandet sur l'emploi des jeunes, un rapport pour pas grand chose, si ce n'est de proposer que l'accompagnement soit une prestation payante](#)

). Mais il faudra aussi acter, et ce sera plus compliqué politiquement, que la proposition de l'ARF portée avec force par

**Alain Rousset,**

de régionalisation de l'ex-ANPE et de reconstitution au niveau national d'une forme d'UNEDIC ancienne formule, sous l'égide des partenaires sociaux, ne se met pas en place, même de façon insidieuse (voir

[Les propositions de l'ARF en matière d'emploi](#)

et

[Vers un service public régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation piloté par les régions ?](#)

. Cela ne signifie pas, bien au contraire, qu'il faut sur le sujet de la formation en rester au statu-quo, mais qu'il faut bien partir de la responsabilité actuelle des Régions en matière de formation pour faire mieux qu'actuellement, ce qui ne devrait pas être très difficile, et nécessite avant tout une volonté de travailler ensemble et surtout pas de référendum.

Quatre idées, c'est une première base, importante parce que leur complémentarité propose une solution, mais bien sur insuffisante : il faudra aussi traiter, dans un esprit positif, la relation avec les cotraitants que sont les **Cap emploi** et les **Missions locales**, la complémentarité bien battue en brèche avec des

**Maisons de l'Emploi**

dont il faudra par ailleurs que le Gouvernement dise clairement ce qu'elles vont devenir, traiter la question des "

**psychos de l'AFPA**

" dont la compétence est aujourd'hui bien trop peu utilisée, et bien d'autres ...

En conclusion, nous conseillerons volontiers, avec une certaine immodestie, au futur responsable de ce secteur ministériel de prendre le temps de lire l'ensemble des articles consacrés à cette fusion sur ce blog. Il aura ainsi une idée assez complète de ce qu'il faut surtout ne pas faire. Et si en plus il lit [La Fusion par les Nuls](#), il aura avec les articles et les commentaires une idée assez complète de ce qui est vécu dans cette maison où la souffrance au travail est bien une réalité quotidienne, réalité dont il n'est nul besoin d'une couteuse consultation pour pouvoir l'appréhender

**Michel Abhervé pour Alternatives Economiques**

Écrit par Administrator

Lundi, 27 Février 2012 20:41 - Mis à jour Lundi, 27 Février 2012 21:22

---

[&gt;&gt; Le Blog de Michel Abhervé pour Alternatives Economiques](#)

